

Enfouissement des cuves du Loretto : de l'eau dans le gaz entre État et ville

La signature du protocole d'accord entre l'État, GDF-Suez et la ville actant cette mesure de protection devra être reportée. En cause : un manque de lisibilité du projet pour définir les conditions financières

Le report du conseil municipal qui aurait dû se tenir hier après-midi a donné le ton. Au cours de cette séance, le protocole d'accord entre l'État, GDF Suez et la ville d'Ajaccio visant à enfouir les cuves du Loretto aurait dû être présenté en prévision de sa signature par le maire. Il n'en fut rien. La raison : le contenu de cette convention ne convient pas à la ville. Cette dernière n'a finalement pas eu l'assurance qu'elle ne devra rien sortir de

sa poche pour les travaux importants qui devront être effectués. Pourtant le maire Simon Renucci en avait fait une condition essentielle.

Monnaie d'échange

Pour rappel, l'enfouissement des cuves du Loretto permettrait de réduire considérablement la zone exposée au risque Seveso, permettant la construction du nouveau tronçon de la rocade Alata-Vittulo et l'ouverture de la zone à l'ur-

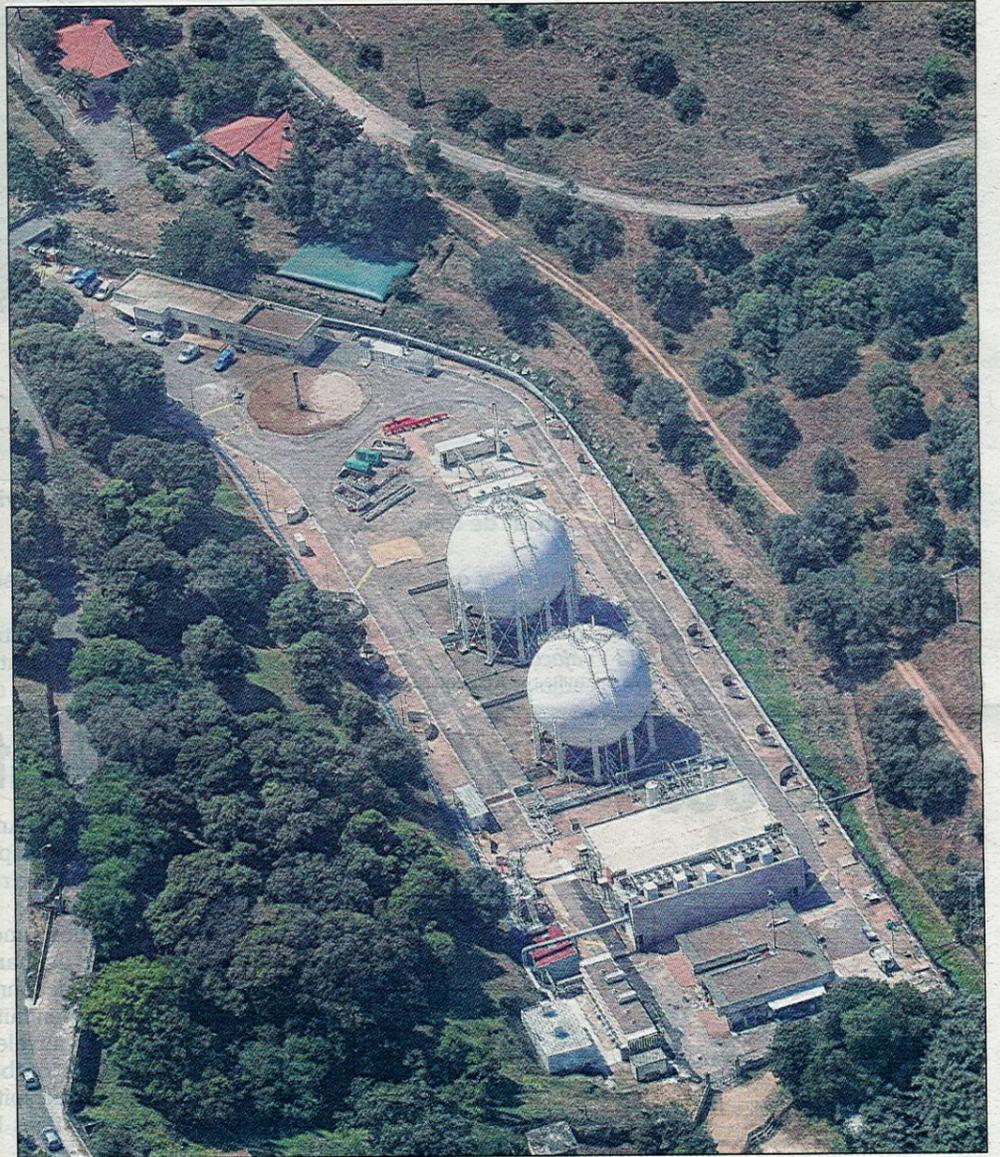
banisation. L'intérêt pour le maire et la commune est évident. Ce dernier souhaitait que l'État et GDF Suez financent en intégralité le projet. Mais aucune garantie en ce sens n'a finalement été donnée.

Lors des deux derniers conseils municipaux, l'édile s'était montré conquérant avec une « monnaie d'échange » : le nouveau tracé pour la canalisation gaz. GDF Suez a été mis en demeure par l'État en 2011 de changer cette canalisation défectueuse partant du port jusqu'aux cuves et passant en pleine ville. L'occasion rêvée pour le maire de négocier : la mise à disposition des terrains pour le passage de la canalisation contre l'enfouissement « gratuit » des cuves. Un deal audacieux qui se voulait gagnant-gagnant. Lors des derniers conseils municipaux, le maire d'Ajaccio affichait une attitude conquérante, assurant que « l'un ne se fera pas sans l'autre ». Le ton était pourtant bien différent hier.

« Ne pas financer des mesures techniques »

« Le préfet ne peut pas dire aujourd'hui si la Ville sera exonérée des frais d'enfouissement », a souligné Simon Renucci. C'est aux portes du ministère de l'environnement qu'est allé taper le maire d'Ajaccio pour défendre son projet et recevoir l'assurance d'une opération blanche pour la ville. « Nous attendons une réponse, a-t-il confié. Mais la ville est déjà lourdement handicapée à cause de ces cuves, elle n'a pas en plus à financer des me-

asures techniques dont la responsabilité devrait revenir à l'État et à l'entreprise concernée. » Pourtant, si l'État n'est



L'enfouissement des cuves de Loretto permettrait de réduire la zone critique Seveso, la réalisation de la nouvelle rocade et l'ouverture à l'urbanisation. Mais la mairie n'a pas encore l'assurance qu'elle ne devra pas mettre la main à la poche.

(Archives Corse-Matin)

« Dans l'intérêt de tous »

Par la voix de Blaise Gourtay, le secrétaire général de la préfecture d'Ajaccio, la position de l'État est claire sur le fond : « Pour Ajaccio, il faut que ce projet se fasse, nous sommes tous d'accord ». Sur la forme, le haut fonctionnaire est plus prudent. La mairie sera-t-elle exonérée de toute dépense pour l'enfouissement des cuves de gaz du Loretto ? « Avant de parler des conditions financières, il faut attendre les conclusions de l'étude de danger effectuée par GDF Suez. Elle permettra de chiffrer précisément le montant des travaux à réaliser. À partir de là, nous pourrions évaluer la participation ou non de la ville à ces travaux. » Enterrer les cuves permettrait de réduire de deux tiers la zone critique. « C'est ce que nous voulons. Et l'étude pourra le prouver scientifiquement. » Blaise Gourtay l'assure : « Les travaux d'enfouisse-

ment sont des mesures supplémentaires au plan de prévention des risques technologiques (PPRT). Pour ces mesures, rien ne dit dans la loi que la ville est obligée de participer financièrement. » Le problème ? Simon Renucci veut un engagement ferme, rapidement. Et le maire se sert du tracé de la nouvelle canalisation gaz pour faire pression. Si l'excellent coup politique et stratégique peut payer, il ne s'agirait pas qu'il agace GDF Suez. Et l'État par-dessus le marché. D'autant que Blaise Gourtay l'assure : « Tout le monde a intérêt à ce que les cuves du Loretto soient enfouies. La principale préoccupation de l'État est la sécurité des populations, les projets pourraient voir le jour. Et de plus, l'enfouissement coûterait probablement moins cher que si l'on devait prendre d'autres mesures de sécurité indispensables. »

« Nous attendons une réponse, a-t-il confié. Mais la ville est déjà lourdement handicapée à cause de ces cuves, elle n'a pas en plus à financer des me-

asures techniques dont la responsabilité devrait revenir à l'État et à l'entreprise concernée. » Pourtant, si l'État n'est

pas réfractaire au projet, il avance une condition essentielle avant d'évoquer les conditions financières : la fin de l'étude de danger lancée par GDF Suez.

GHIJLORMU PADOVANI
gpadovani@corsematin.com